50 ANS DE FIERTÉS

A Berlin, l'Institut de Sexologie du Dr Magnus Hirschfeld est ravagé par les nazis le 6 mai 1933.

L'Asacien Pierre Seel, est dénoncé par les fichiers de la police française. Il sera déporté par les nazis en raison de son homosexualité.

Avant 1969, l'homosexualité est bannie par toutes les législations. Ainsi, lors de la Seconde Guerre Mondiale, la déportation des homosexuels dans les différents pays occupés par les nazis sera d'autant plus facile à mettre en œuvre. Deux figures emblématiques sont à retenir :

- Le docteur Magnus Hirschfeld qui fut le premier à faire des recherches objectives sur les homosexuels, les lesbiennes et les personnes transgenres. Avant la guerre de 1914-1918, il fait signer une pétition pour demander l'abolition du paragraphe 175 du Code pénal allemand qui pénalisait l'homosexualité. Il crée un centre d'accueil des LGBT à Berlin qui sera saccagé par les nazis en 1934.

- Déporté homosexuel alsacien, Pierre Seel fait connaître sa déportation pour homosexualité longtemps après la guerre, au début des années 1980. Il a été reconnu comme déporté politique en 1994, peu après la parution du livre qu'il a rédigé avec l'aide du militant LGBTI+ Jean Le Bitoux «*Moi Pierre Seel, déporté homosexuel*».

Avant Stonewall, les mouvements homosexuels sont balbutiants et prônent la respectabilité. Aux Etats-Unis, la Mattachine Society manifeste en costume-cravate en privilégiant l'adage «*Pour vivre heureux, vivons cachés*». En parallèle, les mouvements des droits civiques des noirs américains débutent à la fin des années 50 avec Martin Luther King, John Lewis ou Malcom X. Ils constitueront une inspiration forte pour les mouvements LGBTI+ modernes.

Avant Stonewall

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Le choc des générations d'avant et d'après 1968 : « *Jouissez sans entraves* ». Une photo de Henri Cartier-Bresson.

En 1942, le régime de Vichy pénalise l'homosexualité. Ces mesures sont confirmées par Charles de Gaulle en 1945 et renforcées par l'amendement Mirguet en 1958. Il faudra attendre les années 1980 pour que la pression homophobe s'estompe.

En Mai 1968, les prémices d'une libération sexuelle apparaissent sous l'influence de Wilhelm Reich, psychiatre et disciple de Freud, qui peine néanmoins à percer les carcans hétérosexuels. Quand le slogan « *Jouissez sans entraves* » apparaît sur les murs, personne n'a l'idée de lui donner un contenu homosexuel.

Face à la norme de l'érotisme hétérosexuel, un petit groupe s'insurge à la Sorbonne en prenant le nom de *Comité d'action pédérastique révolutionnaire*, une organisation confidentielle mais dont le souvenir restera vivace dans les années suivantes.
Pendant cette période, calquée le modèle de la Mattachine Society aux États-Unis, une association très discrète, Arcadie, diffuse une revue depuis 1954 sur tout le territoire, organise des débats et des bals à Paris. L'association se développe autour de délégations dans les grandes villes, dont Marseille.

Avant Stonewall

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Après mai 68, Marseille est à la pointe des luttes féministes et homosexuelles. Photo de couverture de l'ouvrage collectif «*Marseille années 68*», dirigé par Olivier Fillieule et Isabelle Sommier.

A Marseille, des établissements nocturnes discrets proposent des spectacles de travestis. Les bars de la rue Curiol, des saunas, et les lieux de drague extérieurs sont les seuls endroits où l'on se rencontre.

L'homosexualité, qui ne se déclarait pas comme telle, était souvent marquée par les relations tarifées, les dangers des rencontres en plein air ou dans des pissotières, les célèbres «*tasses*», et la crainte constante des «*truqueurs*», c'est-à-dire des délinquants qui utilisaient les lois répressives pour escroquer et faire chanter les homos. 50 ans plus tard, les guet-apens tendus aux gays sur les applications de rencontres utilisent les mêmes ressorts cupides.

Avant Stonewall

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Manifestation homosexuelle et répressions policières aux États-Unis.

Harvey Milk est assassiné le 27 novembre 1978.

A partir du 28 juin 1969, les *Emeutes de Stonewall* marquent le début de l'émancipation des mouvement LGBTI+ dans le monde.

Au *Stonewall Inn*, des gays, lesbiennes, travestis, transgenres, travailleurs du sexe, latinos en particulier, s'insurgent contre une énième descente de la police qui ne cesse de harceler les clubs homosexuels new-yorkais à la recherche de prétexte (alcool, prostitution, etc.) pour les arrêter. En 1969, outre le fait que l'homosexualité soit pénalisée et psychiatrisée, dans de nombreuses villes américaines il est interdit de porter plus de deux pièces vestimentaires qui ne seraient pas de son genre. Cette règle est un prétexte de plus pour tyranniser les client.es du Stonewall Inn. Ce 28 juin 1969, Marsha P. Johnson, Sylvia Rivera et d'autres jettent les premiers projectiles sur la police. A partir de ce moment, le mouvement homosexuel américain s'organise (création du *Gay Liberation Front* en 1969, puis *Radical Faeries* en 1979) et des «*parades*» commémorent Stonewall dès 1970 à New York, Los Angeles et San Francisco. Elles sont les prémices de nos marches d'aujourd'hui.

L'IGA (International Gay Association), devenue ILGA en 1986, se crée en 1978 et les législations évoluent. On commence à retirer l'homosexualité de la liste des maladies mentales, en Grande Bretagne d'abord, puis en République Fédérale d'Allemagne. Les mouvements de résistance à cette émancipation des gays sont encore considérables comme en témoignent aux USA l'assassinat du Conseillais municipal de San Francisco, Harvey Milk en 1978, et la croisade anti-homosexuelle animée par la chanteuse Anita Bryant en 1978-1979.

Point notable, quelques semaines avant le 28 juin 1969, le Canada dépénalisait l'homosexualité (14 mai 1969).

1969

> 1979

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Devant la salle Pleyel, manifestation des lesbiennes et des gays pour protester contre le débat de Ménie Grégoire, «*L'homosexualité se douloureux problème*». Crédits photos : Catherine Deudon.

Les mouvements féministes, actifs et parfois structurés depuis de nombreuses années, aboutissent à la dépénalisation de l'avortement en 1975 (Simone Weil). Un an plus tôt, la majorité à 18 ans permettra, entre autres, les avancées politiques des décennies suivantes. Ces évènements, a priori sans rapport, inspirent les mouvements gays et lesbiens…

Trois ans après les événements de Mai 1968 apparaît le premier mouvement d'affirmation publique de l'homosexualité. Le FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) est créé le 10 mars 1971 après l'insurrection d'un groupe de lesbiennes et d'homos pendant le débat radiodiffusé de Ménie Grégoire, «*L'homosexualité se douloureux problème*». Très rapidement le journal maoïste Tout ! offre un écho à cette mobilisation, en particulier avec Guy Hocquenghem, essayiste et militant du FHAR.

Le FHAR publie le Rapport contre la normalité qui définit les objectifs du mouvement, défile lors du 1er Mai 1971 et lance le journal *Fléau social*, titre emprunté à l'amendement Mirguet de 1960 qui définissait l'homosexualité comme l'un des principaux fléaux sociaux.

Des *Groupes de libération homosexuelle* (GLH) se montent un peu partout en France : Paris, puis Lyon, Mulhouse, Bordeaux, Angoulême, Rouen, Rennes, Orléans, Aix, Marseille… Les premières rencontres nationales sont organisées à Paris et Lyon en 1978. En 1977, alors que les descentes de police continuent dans les bars homosexuels, une première marche ainsi qu'un festival de cinéma sont organisés à Paris. 2 ans plus tard, une grande manifestation commémore les *Emeutes de Stonewall*.

Et c'est en 1979 que sera créé le premier magazine gay national qui deviendra *Gai Pied Hebdo*.

1969

> 1979

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Affiche de la *1ere Université d'Eté Homosexuelle* (UEH) à Marseille (1979).

Dans la cité phocéenne, on trouve deux associations très discrètes : Arcadie, réseau national qui organise son congrès à Marseille en 1979 et Boy's-cuir qui deviendra le FSMC (France Sport Moto Club).

Il faudra attendre la création du GLH (Groupe de Libération Homosexuel) pour que se dynamise le mouvement gay et lesbien marseillais. Ce petit noyau devient de plus en plus actif dans les locaux du journal alternatif *La Criée*, puis se structure en association dont le nom est déposé sous le nom discret de CORPS (Centre Ouvert de Recherche Populaire sur la Sexualité) en 1978. Il organise un festival de cinéma, des bals, un journal, des débats publics et se met en lien avec les autres GLH.

De cette coopération naît, en 1979, la *1ere Université d'Eté Homosexuelle* (UEH) à Marseille. Elle conduit à la création de l'association nationale le CUARH (Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle) qui exigera dépénalisation de l'homosexualité.

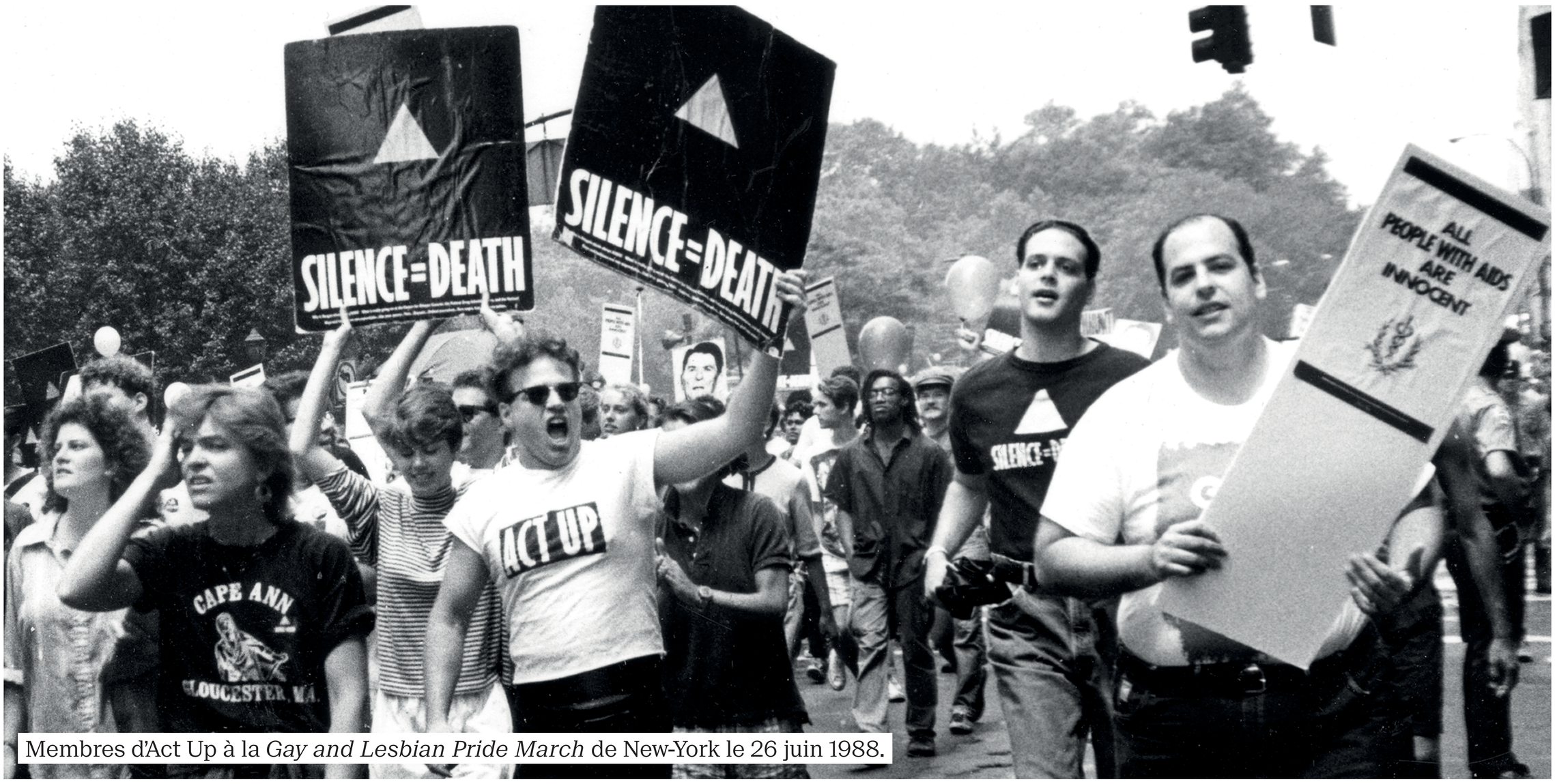
Le 22 août 1974 un couple de lesbiennes belges est agressé et violé dans la calanque de Morgiou. Le procès des violeurs a un grand retentissement.

Durant cette décennie, les premiers commerces gays et lesbiens ouvrent leurs portes et s'émancipent peu à peu de l'emprise de la mafia : *Le 1900* (Boulevard d'Athènes) par Michel Piacenza, *Rue Elles*, *Perlimpinpin*, *Clémentine* ainsi que des saunas plus modernes comme le *Palmarium* et les *Thermes* ou encore les boîtes de nuit, le *Cancan* et la *Mare aux Diables*. A Aix-en Provence ouvrent également *La Chimère* et *Les Mandragores* et Aubagne compte un restaurant-spectacle de travestis, la *Taverne du Puisatier*. Le FSMC fonde le *Mineshaft*, le premier club fétichiste en France.

1969
> 1979

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS



Membres d'Act Up à la *Gay and Lesbian Pride March* de New-York le 26 juin 1988.

C'est en juin 1981 que le CDC d'Atlanta (Center for Disease Control) répertorie les premiers cas d'une pandémie que l'on appellera un peu plus tard le SIDA (Syndrome d'Immunodéficience Acquise). L'épidémie va se répandre comme une traînée de poudre d'un bout à l'autre de la planète et entraîne la mobilisation des activistes.

En 1987 à New York, Larry Kramer fonde l'association Act Up (AIDS Coalition To Unleash Power). Le premier « *die-in* » d'Act Up se déroule dans les rues de Wall Street, comme une réponse cinglante face à l'inertie du gouvernement républicain de Ronald Reagan. La mobilisation est croissante pour dénicher des médicaments et les militants sont souvent bien mieux renseignés que la plupart des médecins. Il faudra attendre les années 90 pour que les actions chocs d'Act Up portent leurs fruits.

Les positions se cristallisent sur la question de l'homosexualité dans le sens d'un retour de l'ordre moral (Grande-Bretagne, Belgique, Vatican, Algérie) ou au contraire d'une ouverture (République Démocratique Allemande, Russie, Parlement européen). D'un côté, en Belgique l'universitaire Eliane Morissens est révoquée en 1981 et les saunas et backrooms de San Francisco sont fermés en 1984, de l'autre Berlin est en effervescence avec l'exposition *Eldorado* en 1984 et l'ouverture du *Schwules Museum* (Musée et centre LGBT) en 1985.

En 1987 à New York 500.000 personnes défilent pour l'égalité des droits tandis que la Grande Bretagne restreint les droits des homosexuels en 1988.

1979 > 1989

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

En 1981, 10.000 personnes revendiquent l'égalité des droits et la dépénalisation de l'homosexualité.

Promesse de campagne de François Mitterrand, la dépénalisation de l'homosexualité est proclamée en décembre 1981.

«*Mes chers collègues, on peut se demander avec le recul, comment des députés français [...] ont pu légiférer pour réprimer l'homosexualité. Car s'il est un choix individuel par essence et devant échapper à toute codification, c'est bien celui de la sexualité. Il ne peut pas y avoir de morale sexuelle de tous qui s'impose à la morale sexuelle de chacun.*» Discours d'introduction de Gisèle Halimi, rapporteur de la commission des lois (20 décembre 1981).

Les lesbiennes se mobilisent autour de rencontres nationales et de la création du MIEL en 1980, puis du lancement du journal *Lesbia* en 1982. Le CUARH et les GLH rassemblent de grandes marches tous les ans à partir d'avril 1981. Le premier *Salon de l'homosocialité* est organisé à Paris par le journal *Gai Pied* en 1989.

Les établissements commerciaux et les journaux, gratuits ou payants, se multiplient. Le Ministère de l'Intérieur dirigé par Charles Pasqua en 1987 tente de censurer *Gai Pied Hebdo*. La riposte est immédiate et les médias nationaux sont très vite informés. La droite rétropédale et se rend compte de son erreur. Jean-Claude Gaudin, avec l'humour qui le caractérise, dira «*En tous cas, je ne me vois pas aller acheter ça dans un kiosque à Marseille.*»

Le SIDA frappe également la France de plein fouet: 140 cas sont recensés en 1983, 377 cas en 1984, mais au total 11.287 cas cumulés sont recensés en 1989 (dont 6.038 homo-bisexuels). L'association AIDES est créée en 1984 par Daniel Defert, Arcat SIDA en 1987 et Act Up Paris en 1989. Le gouvernement fait du SIDA une «*grande cause nationale*» et autorise l'AZT, premier traitement antirétroviral, en 1987.

1979

> 1989

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Manifestation homosexuelle à Marseille sur les escaliers de la Gare Saint-Charles, à l'occasion des UEH. Crédits photo : Pierre Ciot.

Les années 1980 sont celles de la mise en visibilité communautaire.

A Marseille le GLH (Groupe de Libération Homosexuelle) est la principale entité associative. Il développe ses activités à *La Boulangerie*, en particulier autour des UEH (Universités d'Eté Homosexuelle), organisés tous les 2 ans de 1981 à 1987, dont la 3ème édition (1983) met en place deux espaces de travail pour les filles et les garçons : *Lesbos* et *Mykonos*.

Après le départ de son président emblématique, Jacques Fortin en 1985, le GLH s'installe rue Fongate, au *Bateau Ivre* de 1986 à 1987. Gérard Goyet anime le premier café-théâtre marseillais, le *Chocolat-Théâtre* (Cours Julien) où Elie Kakou fait ses premières armes. En parallèle, l'association Mémoire des Sexualités se fait connaître en organisant un premier colloque en 1989.

Les lesbiennes ouvrent la *Douce-Amère* (rue Benoit Malon) de 1982 à 1984. Elles participent aux UEH et à diverses rencontres nationales. Les musiciennes des *Belladonna*, toujours actives aujourd'hui *Aux 3G*, organisent leurs premiers spectacles. Tenu par Nouria, le restaurant *Le Scalino* (Cours Julien) devient à partir de 1980 un lieu important de rencontre pour les lesbiennes et leurs amis gays.

1979-1989 sont aussi les années de la mobilisation dans la lutte contre le sida. AIDES Provence se crée en 1985 sous l'impulsion du Dr Thierry Gamby. L'association coordonne la prévention auprès des hôpitaux, des malades, des services de santé, en direction de tous les publics : gays, usagers de drogues, travailleurs du sexe, immigrés. Thierry Gamby organise tous les mois une conférence destinée aux salariés et aux bénévoles qui sont de plus en plus nombreux.

1979
> 1989

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

1998 : pour la première fois les *Gay Games* sont organisés en Europe, à Amsterdam.

Alors que la lutte contre le sida mobilise les énergies, la décennie est marquée par de nombreuses crispations qui s'exercent contre les revendications de la communauté.

Des personnes médiatiques, comme Freddie Mercury ou Rudolf Noureev, décèdent du SIDA. L'arrivée des traitement antirétroviraux et bientôt les trithérapies, permettent pour la première fois depuis le début de l'épidémie de faire décliner le nombre de décès aux Etats-Unis.

En 1999, l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) et l'ONUSIDA évaluent à 50 millions le nombre de personnes infectées par le VIH. L'Afrique est le premier continent touché avec 12,2 millions de personnes contaminées.

Dans le même temps, sous l'influence des mouvements d'émancipation, en 1992 l'OMS retire l'homosexualité de la liste des diagnostics de maladies mentales. Plusieurs pays dépénalisent dans la foulée (Allemagne, Israël, Canada...). La même année, aux Pays Bas se tiennent les premiers *Gay Games* organisés en Europe. L'objectif est de vaincre les discriminations grâce à la pratique du sport. Aujourd'hui encore, les *Gay Games* demeurent un des événements les plus fédérateurs de la communauté.

Sur cette décennie on ne parle pas encore de mouvement LGBT mais on utilise généralement l'appellation de mouvement gay et lesbien. Ce n'est qu'au début des années 2000 que l'inclusivité deviendra un des sujets majeurs de nos luttes.

1989 > 1999

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

17 Février 1994, le premier Sidaction avec Line Renaud, Pierre Bergé et Cleews Vellay. Le président d'Act-Up, la «*Présidente des homosexuels*», décèdera quelques mois plus tard, le 18 octobre 1994. Il venait d'avoir 30 ans.

L'épidémie du SIDA est à son apogée et les morts se comptent par milliers. Le 1er Sidaction, retransmis en direct sur toutes les chaînes de télévision française, se déroule en 1994. Act Up organise de nombreux «*happenings*» comme la très médiatique couverture de l'obélisque de la Concorde en 1993. Le combat des activistes sera salué bien des années plus tard, en 2007, par le film *120 battements par minute*.

Les trithérapies sont disponibles en France à partir de 1996. Après deux décennies d'années noire, elles donnent enfin de nouveaux espoirs aux malades.

Du côté des institutions, il faut attendre 1999 et l'adoption du PACS (Pacte Civil de Solidarité) pour célébrer un premier pas vers l'égalité des Droits. Cette solution d'union civile incomplète est rapidement adoptée par le parlement. Organisée par Christine Boutin en janvier 1999, la première manifestation anti-PACS ne réunit pas autant d'opposants que le feront les rassemblements de la *Manif pour tous* en 2013. La loi est adoptée le 13 novembre 1999.

Comme une réponse à la pression des «*années SIDA*», les mouvements gays et lesbiens profitent de cette décennie pour amplifier et donner plus de résonnance à leurs actions. En 1997, l'*EuroPride* de Paris réunit plus de 300.000 personnes et favorise la création de la Coordination Lesbienne Nationale. Proposée quelques jours avant l'*EuroPride*, *La Nuit Gay* de Canal+ participe à la visibilité des personnes LGBT à la télévision et favorise l'évolutiondes mentalités dans la société française.

Les premiers *Centres Gays et Lesbiens* naissent à Paris et Lyon en 1993 et 1995. SOS homophobie est fondée en 1994 avec une ligne d'écoute organisée sur le modèle de SOS Racisme.

En 1992 la France est condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour le refus de changement d'état-civil d'une personne transgenre. Il faudra attendre 2016 et la loi incomplète de modernisation de la justice pour que la France avance sur le sujet.
La 1ère marche *Existrans* est organisée en 1997. Au début assez modeste, elle réunit aujourd'hui plusieurs milliers de personnes trans et intersexes et donne le ton des revendications au niveau national.

1989

> 1999

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

La *Marche des Fiertés* de 1995, au départ des escaliers de la gare Saint-Charles. Crédits photo : Gilles Magnin.

Les associations marseillaises font résonner les combats nationaux sur leur territoire notamment pour les *Certificats de concubinage* et le projet de *Contrat d'union civile* (le futur PACS).

Alors que la Ville n'avait jusqu'alors connu que des rassemblements statiques, la première Pride en régions s'organise sur la Canebière en 1994 et rassemble 400 personnes autour d'un collectif de 9 associations réunies depuis 1992.

Animé par le collectif des Grues Libérées un *Centre Gay et Lesbien* (CGL) associatif ouvre en 1993. Les UEEH (Université d'été euro-méditerranéennes des homosexualités) sont relancées à Luminy en 1999 par des anciens du GLH et des militants issus de diverses villes. Elles constituent un événement phare du militantisme gay et lesbien en France.

En 1993, *IBIZA Magazine* est relancé à Marseille et deviendra bientôt un des premiers titres de la presse gay régionale gratuite. Son histoire se poursuit encore aujourd'hui avec *LOM Magazine*.

La création de la *Lesbian & Gay Pride Marseille* (LGP) favorise le développement de la Marche des Fiertés qui réunit 8.000 personnes en 1996 et organise la soirée *Gay & Lesbian Unity* à la Friche Belle de Mai puis au Dock des Suds. A l'époque, l'événement est salué comme la plus grande soirée LGBT française. En 1997, la *LGP Marseille* est à l'origine de la création de la *Coordination InterPride France*.

De nombreuses autres associations animent la vie associative avec des commémorations, des colloques ou encore un festival de cinéma. Le CEL (Centre Evolutif Lilith) est créé en septembre 1990 et contribue à la fondation de la CLN (Coordination Lesbienne Nationale) en 1997. En 1996, le bar associatif *Aux 3G* ouvre ses portes et demeure encore aujourd'hui un des piliers majeurs de la vie lesbienne à Marseille.

AIDES Marseille est mobilisé plus que jamais pour éveiller les consciences. En mai 1994 apparaît Act Up Marseille lors d'un «*die-in*» organisé rue Saint-Ferréol. De nombreux «*zap*» suivront, en particulier au CRTS (Centre Régional de Transfusion Sanguine) et à la mairie. En 1994 le Dr La Piana créé *La Maison* de Gardanne, d'abord pour accompagner la fin de vie des malades du SIDA.

1989 > 1999

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

En 2005, l'Espagne devance la France et légalise le *Mariage pour tous*.

Les Pays-Bas légalisent le mariage de personnes de même sexe en 2001. Sur cette même période, ils ouvrent la voie à une vingtaine de pays ou d'états. Les Pays Bas, la Suède et l'Espagne ajoutent également à leurs lois la possibilité d'adopter. Aux USA, une enquête du *New York Times* indique que 14 millions d'enfants sont éduqués par au moins un parent homosexuel. Les familles homoparentales sont peu à peu reconnues.

En mai 2005 est instituée IDAHO, la 1ère journée internationale de lutte contre l'homophobie. Au fil des années, elle devient IDAHOT (contre l'homophobie et la transphobie). En novembre 2006, des experts internationaux écrivent les «*Principes de Jogjakarta*» pour l'application des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre à l'international et compléter le travail des Nations Unies.

En octobre 2009, la déclaration européenne des droits des personnes trans est écrite à Malte. Dans le même esprit que les «*Principes de Jogjakarta*», elle interpelle les institutions européennes pour les inciter à protéger les personnes trans.

Alors que le 1er magazine LGBTI+ russe sort en 2003 (Kvir), une première Pride se tient à Moscou en 2006. En Afrique du Sud, la 1ère Soweto Pride est organisée en 2004.

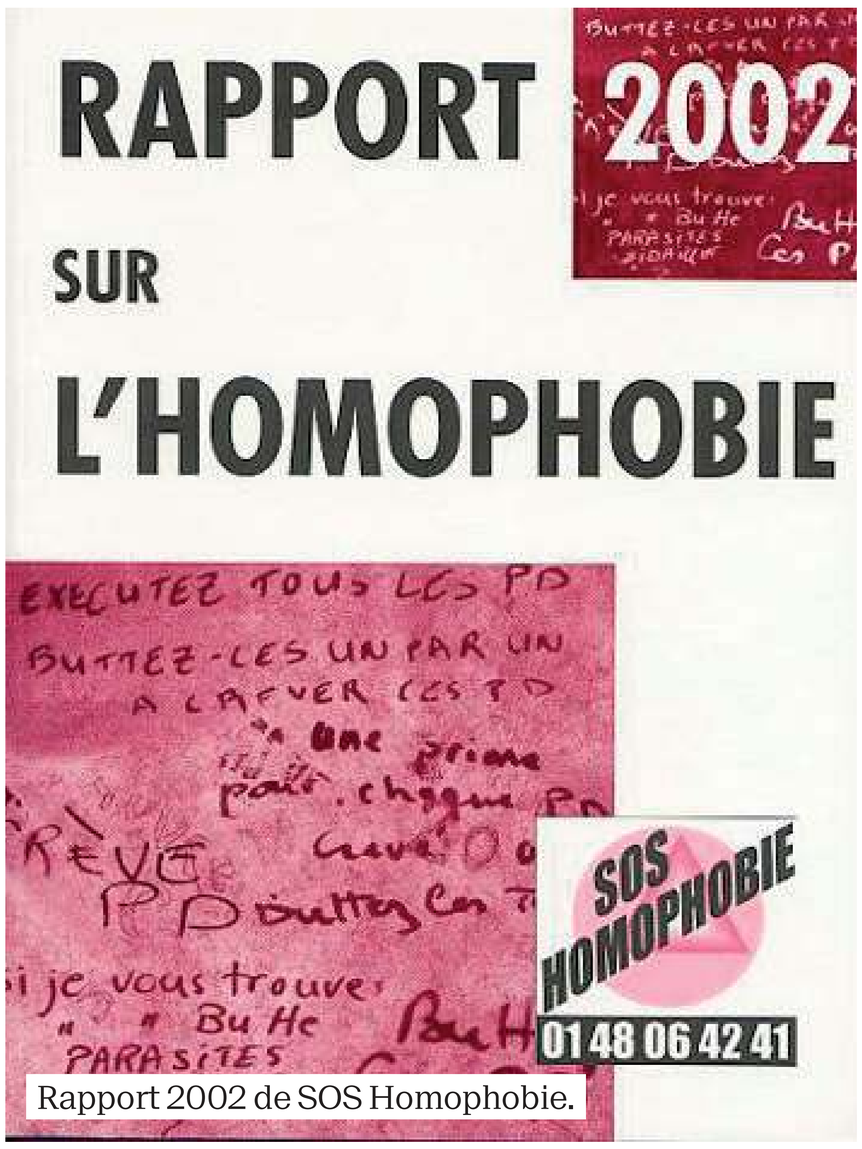
C'est au tout début des années 2000 que la communauté s'émancipe peu à peu du titre *Lesbian and Gay Pride*. Le terme Pride, plus inclusif est privilégié tout comme celui de *Marche des fiertés*. Le terme LGBT se généralise un peu partout et d'autres lettres sont ajoutées «*Q*» pour «*Queer*» ou «*I*» pour «*Intersexe*».

1999

> 2009

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS



Rapport 2002 de SOS Homophobie.

Campagne d'affichage de l'association Le Refuge.

En 2004, neuf années avant la légalisation du mariage en France, le maire de Bègles, Noël Mamère, célèbre le mariage (il sera invalidé) de deux hommes. Ce coup d'éclat médiatique ne permet cependant pas d'inscrire le mariage entre personnes de même sexe au centre du débat public et politique. L'avancée des droits est très limitée en France sur cette décennie.

Du côté associatif la mobilisation ne faiblit pas: l'association Le Refuge, qui aide les jeunes LGBTI+ à retrouver un logement après avoir été chassés de chez eux est créée à Montpellier en 2003. A partir de l'an 2000 l'association SOS Homophobie publie tous les ans son rapport sur l'homophobie: il reste le seul baromètre des actes LGBTphobes en France. En 2009, l'association Outrans est fondée comme une structure d'autosupport pour les personnes trans et de sensibilisations du public.

En 2004, la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Egalité) se créée et se transforme en 2011 en «*Défenseur des Droits*». L'organisme indépendant vient à aide aux personnes victimes de toutes les formes de discriminations.

La mémoire homosexuelle s'organise en France avec la reconnaissance officielle de la déportation homosexuelle (2001), la même année que le rapport Mercier pour la mémoire de la déportation. Dans cette même optique sont organisées à Lyon, en 2002, les premières assises nationales de la mémoire gay et lesbienne.

1999

> 2009

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Le Couvent des Chênaies des Sœurs de la Perpétuelle Indulgence est fondé en 2000.

De nombreux cas d'agressions marquent les esprits de la communauté marseillaise. Celle de David Gros en 2004 débouchera sur une manifestation appelée par 21 associations et par la création de ECHO « *Ensemble contre l'homophobie* ».

Sur cette décennie, la vie associative et culturelle est florissante : la *Lesbian and Gay Pride* organise les marches et dispose d'un local pendant plusieurs années Boulevard de la libération. De nombreuses associations ou collectifs naissent à Marseille : Collectif Stonewall en 2003-2004, Antenne marseillaise de l'AMA (Association des Motards Alternatifs) en 2002, l'Autre Cercle Provence, Passerelles Provence (parents d'homosexuels), Ado gay en 2004, Tirésias (recherche sur le genre et la sexualité en 2002), Sans Contrefaçon pour les personnes trans en 2005.

A Aix-en-Provence, le Couvent des Chênaies des Sœurs de la Perpétuelle Indulgence se crée en 2000. Les Sœurs prônent la prévention et le plaisir en organisant notamment des stages de ressourcement.

Les LGBT Formations organisent 58 sessions de sensibilisation des acteurs sociaux et des enseignants pour un total de 780 professionnels en 2003-2004.

De nombreuses activités festives et militantes pour les lesbiennes (3G, CEL, les Poulettes 2005-2007 et les Belladonna 9CH) sont organisées. A Aix-en-Provence est organisée la semaine Lesbigay entre 2001 et 2007.

Le festival de cinéma *Reflet* est organisé par l'association MPPM (Moving Project / Projets en Mouvement) à la Friche Belle de Mai et dans des cinémas du centre-ville. Les UEEH sont désormais annuelles à Luminy. Mémoire des sexualités organise cinq *Salons de l'Homosocialité* de 2002 à 2007. La librairie *Les Mots pour le Dire* ouvre ses portes en 2005 à La Plaine avant de fermer en 2009.

1999 > 2009

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Le 12 juin 2016, l'attentat du *Pulse* à Orlando fait 49 victimes LGBTI+.

L'avancée des droits pour les personnes LGBTI+ est inégale suivant les pays : la Tchétchénie et ses camps de concentration ou la Russie avec sa loi «*anti-promotion de l'homosexualité*» nous ramènent aux temps reculés pré-Stonewall. A contrario, en Asie, l'Inde dépénalise les relations homosexuelles en 2018 par une décision historique.

Aux États-Unis, le 12 juin 2016, un attentat revendiqué par Daech fait 49 victimes au *Pulse* à Orlando, en Floride. Un homme armé pénètre dans la discothèque en pleine soirée de la *Pride* et ouvre le feu dans la foule. Il s'agit de la plus grande tuerie de masse perpétrée contre la communauté LGBTI+.

La présidence Trump interdit d'intégrer l'armée américaine aux personnes trans. L'Amérique du Sud, elle, brille par ses avancées : en 2012, l'Argentine devient le premier pays à proposer un changement d'état civil libre et gratuit, démédicalisé et déjudiciarisé. En 2018, l'Uruguay propose une prise en charge médicale d'état pour les parcours de transition.

Dans les grandes métropoles, les Pride se professionnalisent sous la forme de festivals impliquant parfois des partenaires privés. Pour une partie de la communauté LGBTI+ ces formats diluent le sens revendicatif des marches. Des «*Pride de Nuit*» se créent pour une alternative anticapitaliste, anti-patriarcale, et proposent de marcher en mixité choisie : travailleuses et travailleurs du Sexe, personnes racisées, trans ou queers.

Concernant le SIDA, la communauté internationale s'engage en 2014 à mettre fin à l'épidémie d'ici 2030. En l'absence d'un vaccin ou d'un traitement guérisseur, les associations ripostent avec des campagnes de prévention comme «U=U» (Undetectable = Untransmittable / Charge virale indétectable = Virus intransmissible). L'accès à la PreP (Prophylaxie Pré-exposition) permet aux personnes qui n'ont pas le VIH de ne pas se faire contaminer. Ce traitement est un succès : pour exemple, à San Francisco, on enregistre une baisse de 49 % de nouvelles contaminations entre 2012 et 2016.

2009 > 2019

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Bruno et Vincent Boileau-Autin, les premiers mariés gays français.

François Hollande, Président de la République élu en 2012, tient sa promesse de campagne et met au calendrier parlementaire la loi du *Mariage pour tous*. La longueur des débats provoque un séisme LGBT-phobe : le mouvement de la *Manif pour tous* prend de l'ampleur et les paroles de haine se libèrent dans les médias. SOS Homophobie enregistre une hausse de 50 % des témoignages de victimes.

Le 18 mai 2013, le *Mariage pour tous* est finalement promulgué. Il ouvre le droit à la famille avec l'adoption des pupilles de la nation et les droits de succession. La France devient le 9ème pays d'Europe (14ème au monde) qui autorise le mariage de même sexe.

Au cours de l'année 2010, plusieurs agressions lesbophobes marquent l'actualité. En 2015, le 2ème rapport de SOS homophobie sur la lesbophobie indique que 59 % des lesbiennes ont subi un acte lesbophobe au cours des 2 dernières années.

En 2016, la loi de modernisation de la justice inclut un volet sur la transidentité avec un allègement des conditions de modification de l'état civil. Si l'aspect démédicalisé est salué, l'aspect judiciaire existe toujours. Une personne trans ne peut changer son état civil sans la décision d'un juge et de pièces justificatives. Les associations de personnes trans militent aujourd'hui pour un changement d'état civil libre, gratuit et déjudiciarisé.

De nouvelles *Marches des Fiertés* voient le jour. En 2016, la *Paris Black Pride* et en 2019, en Seine-Saint-Denis, la 1ère marche en banlieue.

2009 > 2019

1969 2019

50 ANS DE FIERTÉS

Face à la Manif pour tous, le spontané «*baiser de Marseille*» de deux jeunes filles hétéros aux abords de la Préfecture. Crédits photo: Gérard Julien.

En 2012 et 2013, Marseille subit les manifestations anti-mariage pour tous, mais de manière moins marquée qu'ailleurs en France. Elle garde son statut de ville rebelle avec le baiser spontané de deux jeunes filles hétéros devant les manifestants de la Manif pour tous. Cette photo est largement diffusée sous le nom de «*baiser de Marseille*» et un documentaire y sera consacré.

L'existence de deux Pride antagonistes en 2012 et en 2013 l'échec de l'*EuroPride* ternissent l'image de la communauté marseillaise. Cet écueil laisse dans les mémoires la vision d'un mouvement LGBTI+ local désorganisé malgré la qualité des Pride précédentes et suivantes.

En 2017, à la demande du Conseil Départemental, des associations présentent le projet d'un Centre LGBTI+. Cette piste n'est pas retenue mais une Maison Départementale des Discriminations ouvrira prochainement, sans précision pour le moment sur le type de gouvernance ou de fonctionnement.

En 2016, AIDES Marseille ouvre le *Spot Longchamp*, Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic dans un cadre démédicalisé chaleureux. L'association organise des ateliers et groupes de parole consacrés aux pratiques souvent marginalisées au sein même de la communauté.

Sur la décennie, la ville dispose d'un tissu d'une trentaine d'associations et d'une dizaine d'établissements qui animent la vie LGBTI+ militante, culturelle, sportive et festive. L'attractivité de la Ville de Marseille ne se dément pas et l'énergie retrouvée après 2013 au sein de la communauté LGBTI+ nous promettent un bel avenir.

2009 > 2019

1969 2019